



PRÉFÈTE DU PAS DE CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des INSTALLATIONS CLASSEES
DPI - BPUPE- SIC - FB - N° 2015- 142

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Communes d'OUTREAU et de St ETIENNE-AU-MONT

Sté COMILOG FRANCE

ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LA PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 1991 autorisant la Sté FONDERIES et ACIERIES D'OUTREAU « SFPO » à exploiter une décharge de déchets industriels sur les communes d'OUTREAU et de St ETIENNE-AU-MONT ;

VU le récépissé de succession délivré le 14 août 2000 à la Sté COMILOG FRANCE ;

VU le rapport de l'Inspection de l'Environnement en date du 19 décembre 2014 ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspection de l'Environnement au pétitionnaire en date du 13 janvier 2015 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 29 janvier, à la séance duquel l'exploitant était présent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 3 février 2015 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observations dans les délais réglementaires ;

Considérant les faits survenus les 7 et 8 novembre 2014 ;

Considérant l'importance des dégâts occasionnés à cette occasion à la voie publique et aux habitations riveraines ;

Considérant le risque constitué pour la sécurité publique par la survenue de tels événements ;

Considérant la nécessité de prendre les mesures pour éviter le renouvellement d'un tel événement ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'imposer à la Sté COMILOG FRANCE la réalisation d'une analyse de l'événement par un tiers expert et la mise en œuvre de mesures provisoires permettant de limiter la survenue et les effets d'un tel événement pour la mise en sécurité des installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET

La Société COMILOG FRANCE, dont le siège social est situé 33, avenue du Maine – Tour Maine Montparnasse à PARIS (75755) Cédex 15, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site de stockage de déchets situé rue Danton à OUTREAU.

ARTICLE 2 : TIERCE EXPERTISE

L'exploitant fait réaliser par un tiers-expert une analyse des accidents survenus les 7 et 8 novembre 2014 et le 18 janvier 2015 sur son site (et notamment le débordement de l'étang Tassard).

Cette analyse qui prend en compte l'ensemble du système hydraulique local (bassins versants, sites des décharges COMILOG et SAGEP, réseau public aval) comprend :

- la description du phénomène (causes, enchainement des événements, conséquences) ;
- une expertise des systèmes mis en place localement pour tamponner les événements pluvieux et un avis quant au dimensionnement réel des ouvrages en place au regard du dimensionnement prévu : événement pluvieux centennal avec débit de fuite 2l/ha/s ;
- les éventuelles améliorations à mettre en place.

Le choix du tiers-expert est soumis à l'approbation de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement « DREAL ».

Cette expertise peut être réalisée en commun avec la Société SAGEP. Si tel n'est pas le cas, la Société COMILOG communique toutes les informations à sa disposition au tiers expert désigné sur le site de la Société SAGEP.

Le rapport de tierce expertise doit être remis dans un délai de *2 mois* à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 : MESURES D'URGENCE

Dans l'attente des conclusions de la tierce expertise prévue à l'article 2 du présent arrêté et de la mise en place d'éventuelles mesures pérennes, l'exploitant est tenu de mettre en place les mesures suivantes :

3.1 – Gestion des alertes

- sauf impossibilité technique démontrée, mise en place de détecteurs de niveau (consultables à distance) dans les étangs de Pêche et Tassart avec report des alarmes de niveau haut vers une personne formée, 24h sur 24h et 7J/7. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant alerte immédiatement son voisin SAGEP, le SDIS et les mairies d'OUTREAU et de SAINT ETIENNE AU MONT.

- mise en place d'une mesure de débit de rejet en sortie de l'étang Tassart.

- rédaction d'une procédure de gestion de crise en cas de fortes pluies et/ou d'inondations en cohérence avec l'exploitant du site SAGEP, permettant notamment une gestion coordonnée de ces événements. Cette

procédure est diffusée à la DREAL, au SDIS, à la Sécurité Civile et aux mairies d'OUTREAU et SAINT ETIENNE AU MONT.

- rédaction d'une consigne sur la manipulation des vannes en lien avec la procédure d'urgence en cas de fortes pluies et/ou d'inondations. Cette consigne doit être établie en concertation avec l'exploitant du site voisin SAGEP pour permettre une intervention coordonnée des 2 exploitants. Elle est contresignée par les 2 exploitants (COMILOG et SAGEP). Elle est transmise à la DREAL, au SDIS, à la Sécurité Civile, aux mairies de St ETIENNE AU MONT et OUTREAU et affichée à proximité des vannes sur site.

- signalement des vannes sur site avec indication des taux d'ouverture\fermeture.

- mise à disposition de la commune et des services de secours d'un numéro d'appel d'urgence, joignable 24h/24H et 7j/7.

- rendre le site accessible aux secours sous ½ h en cas de besoin.

Délai : 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté sauf en ce qui concerne la mise en place des détecteurs pour lequel le délai est porté à **1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

3.2 – Gestion des débits

En cas de besoin, et en concertation avec son voisin SAGEP, afin de prévenir le risque de débordement en aval en cas de fortes pluies, l'exploitant régule le débit en sortie de l'étang de pêche en réduisant la section de passage de la vanne.

L'exploitant consigne sur un cahier la position de la vanne avec les dates correspondantes. Ce cahier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Délai : 8 jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : ENTRETIEN DES OUVRAGES DE TAMPONNEMENT

1) L'exploitant réalise une inspection de l'ensemble des ouvrages contribuant à la gestion des eaux pluviales (étang de pêche, étang Tassard, busage du merlier, fossés et vanne). Un nettoyage et/ou une remise en état de ces ouvrages sont réalisés en tant que de besoin pour permettre leur totale disponibilité et leur bon fonctionnement. Un rapport détaillé et accompagné de photos doit être établi et transmis à la DREAL.

La vanne en sortie de l'étang de pêche doit être capable de résister à la pression en cas de montée en charge de l'étang et doit pouvoir se fermer complètement en toutes circonstances. L'exploitant tient à la disposition de la DREAL les justificatifs de cette prescription.

Délai : 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

2) L'exploitant fournit le détail des calculs des volumes des ouvrages suivants : étang de pêche et étang Tassard, permettant le tamponnement des eaux pluviales dans le respect des exigences de l'arrêté préfectoral de remise en état du site en date du 03/11/2008 et du SDAGE (pluies de référence centennale avec débit de fuite de 2l/ha/s).

Délai : 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

3) L'exploitant fait réaliser par un géomètre indépendant un relevé géomètre permettant d'établir les volumes de tamponnement disponibles au niveau de chacun des ouvrages suivants : étang de pêche et étang Tassard.

Délai : 45 jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

4) En cas de non respect des volumes minimums calculés en vertu du point 2) du présent article, l'exploitant effectue les travaux permettant de les rétablir.

Délai : 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté

ARTICLE 5 – DELAI ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R 514.3.1 du Code de l'Environnement :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif,

Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de 1 an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 6 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée aux Mairies d' OUTREAU et de ST ETIENNE-AU-MONT et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché aux Mairies d'OUTREAU et de ST ETIENNE-AU-MONT pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de ces communes.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

ARTICLE 7 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de BOULOGNE-SUR-MER et l'Inspection de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société COMILOG FRANCE et dont une copie sera transmise aux Maires d'OUTREAU et de ST ETIENNE-AU-MONT.

Arras, le **20 FEV. 2015**

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général



Anne LAUBIES

Copie destinée à :

- Sté COMILOG FRANCE – 33, avenue du Maine – Tour Maine Montparnasse à PARIS (75755) Cédex 15 ;
- Sous-Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairies de OUTREAU et de ST ETIENNE AU MONT
- Dossier ;
- Chrono ;
- Affichage ;
- Archivage ;
- Unité de GRAVELINES